



RÉSULTATS FINANCIERS

AU 30 JUIN 2026

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF (En milliers)	Notes	30/06/2026	31/12/2025
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	72 623	23 466
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	527 184	561 343
Actifs financiers détenus à des fins de transaction			
Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat		527 184	561 343
Instruments dérivés de couverture		0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	26 100	44 286
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		26 100	44 286
Titres au coût amorti	5.1.4		
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	224 404	152 459
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	24 147 759	21 010 072
Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôt exigible		66 410	68 093
Actifs d'impôt différé		148 058	133 389
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	3 648 185	3 289 169
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans des entreprises mises en équivalence			
Immuebles de placement			
Immobilisations corporelles	5.1.8	595 641	527 793
Immobilisations incorporelles	5.1.9	40 511	57 056
Écarts d'acquisition	5.1.10	52 747	52 747
TOTAL ACTIF		29 549 623	25 919 874
PASSIF (En milliers)	Notes	30/06/2026	31/12/2025
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1		
Passifs financiers détenus à des fins de transaction			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	11 697 142	9 005 595
Dettes envers la clientèle	5.2.3	7 287 050	6 780 828
Titres de créance émis	5.2.4	5 731 158	5 753 958
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt exigible		69 655	132 178
Passifs d'impôt différé		359 151	330 511
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	2 053 547	1 501 690
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions	5.2.6	61 485	61 049
Subventions et fonds assimilés			
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		500 453	512 205
Capitaux propres		1 789 983	1 841 859
Capitaux propres part du groupe		1 789 983	1 841 859
Capital et réserves liées		264 730	319 552
Réserves consolidées		1 378 844	1 227 098
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		0	2 372
Résultat de l'exercice		146 409	292 837
Intérêts minoritaires			
TOTAL PASSIF		29 549 623	25 919 874

PÉRIMÈTRE

Dénomination sociale	30/06/2026	31/12/2025	Méthode de consolidation
	% Intérêt % Contrôle	% Intérêt % Contrôle	
SOFAC	100,00% 100,00%	100,00% 100,00%	Consolidante
SOFASSUR	100,00% 100,00%	100,00% 100,00%	Intégration Globale
SSF	100,00% 100,00%	100,00% 100,00%	Intégration Globale
BADEEL	100,00% 100,00%	100,00% 100,00%	Intégration Globale

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(En milliers)	30/06/2026	31/12/2025
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		
Bons du Trésor		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de participation non consolidés		
Instruments dérivés		
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	527 184	561 343
TOTAL	527 184	561 343

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(En milliers)	Notes	30/06/2026	30/06/2025
+ Intérêts et produits assimilés	6	861 097	680 818
- Intérêts et charges assimilées	6	-346 004	-264 564
MARGE D'INTÉRÊT		515 093	416 254
+ Commissions (produits)	6	12 073	59 840
- Commissions (charges)	6	-19 386	-22 658
MARGE SUR COMMISSIONS		-7 313	37 182
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6	-888	
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6		161
+ Produits des autres activités	7	110 839	86 378
- Charges des autres activités	7	-32 557	-19 194
PRODUIT NET BANCAIRE		585 174	520 781
- Charges générales d'exploitation	7	-172 980	-135 630
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	7	-16 235	-14 415
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		395 958	370 736
Coût du risque	7	-172 138	-137 310
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		223 821	233 425
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		3 349	3 362
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition			
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		227 169	236 788
- Impôt sur les résultats	6.9	-80 760	-88 584
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
RÉSULTAT NET		146 409	148 203
Intérêts minoritaires			
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE		146 409	148 203
Résultat de base par action (en dirhams)	6		0
Résultat dilué par action (en dirhams)	6		
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	30/06/2026	30/06/2025
RÉSULTAT NET		146 409	148 203
Écarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des immobilisations			
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence			
Impôts			
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES			
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES		146 409	148 203
Dont Part du Groupe		146 409	148 203
Dont Part des minoritaires			

VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX

(En milliers)	30/06/2026	31/12/2025
	Actif Passif	Actif Passif
Caisse	53 090	5 112
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	19 533	18 353
Total	72 623	23 466

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

(En milliers)	30/06/2026	31/12/2025
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Bons du Trésor		
Autres Instruments		
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	26 100	44 286
TOTAL	26 100	44 286

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(En milliers)	Secteur public			Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle			30/06/2026	31/12/2025
Crédits de trésorerie								
Comptes à vue débiteurs								
Créances commerciales								
Crédits à l'exportation								
Crédits à la consommation						26 049 591	26 049 591	22 745 472
Crédits à l'équipement								
Crédits immobiliers								
Intérêts courus à recevoir								
Agios réservés						-380 798	-380 798	-342 245
Valeurs reçues en pension								
Créances acquises par affacturage								
Autres créances						27 599	27 599	21 548
Encours bruts						25 696 391	25 696 391	22 424 775
Dépréciations						1 548 631	1 548 631	1 414 703
Encours nets						24 147 759	24 147 759	21 010 072
	30/06/2026				31/12/2025			
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9 Hors agios réservés	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours brut	20 449 210	2 785 926	2 814 454	26 049 591	17 102 302	2 568 894	3 074 276	22 745 472
Dépréciations	52 762	111 949	1 433 170	1 548 631	47 812	102 507	1 264 385	1 414 703
Net	20 396 448	2 673 977	1 381 284	24 500 959	17 054 490	2 466 388	1 809 891	21 330 769

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS		
(En milliers)	30/06/2026	31/12/2025
À vue	224 404	152 459
Comptes ordinaires	224 404	152 459
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
À terme	0	
Prêts et comptes à terme		
Prêts subordonnés et participants		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées		
Total Brut	224 404	152 459
Dépréciation		
TOTAL NET	224 404	152 459

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS		
(En milliers)	30/06/2026	31/12/2025
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués		
Créances fiscales	1 223 608	1 003 931
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	360 564	367 687
Débiteurs Divers	2 064 013	1 917 552
Comptes de liaison		
TOTAL	3 648 185	3 289 169

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS						
(En milliers)	Établissements de crédit et assimilés au Maroc				Total	Total
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	30/06/2026	31/12/2025
Comptes ordinaires créditeurs		1 358 974			1 358 974	916 072
Valeurs données en pension		500 010			500 010	499 299
- au jour le jour						
- à terme		500 010			500 010	499 299
Emprunts de trésorerie		9 813 129			9 813 129	7 572 435
- au jour le jour						
- à terme		9 813 129			9 813 129	7 572 435
Emprunts financiers						
Intérêts courus à payer		25 030			25 030	17 789
Autres dettes						
TOTAL		11 697 142			11 697 142	9 005 595

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE						
(En milliers)	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30/06/2026	31/12/2025
Comptes à vue créditeurs						
Comptes d'épargne						
Dépôts à terme						
Valeurs données en pension						
Autres comptes créditeurs				7 287 050	7 287 050	6 780 828
Intérêts courus à payer						
TOTAL				7 287 050	7 287 050	6 780 828

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS		
(En milliers)	30/06/2026	31/12/2025
Opérations diverses sur titres	504 136	503 891
Sommes dues à l'état		
Clients avances et acomptes		
Charges à payer	1 104 920	957 883
Dividendes à payer		
Autres passifs	444 491	39 916
TOTAL	2 053 547	1 501 690

COMMISSIONS						
(En milliers)	30/06/2026			30/06/2025		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	12 073		12 073	59 840		59 840
Sur opérations avec les établissements de crédit						
Sur opérations avec la clientèle	12 073		12 073	59 840		59 840
Autre						
Prestations de services bancaires et financiers	19 386	-19 386		22 658	-22 658	
Sur opération de paiement	19 386	-19 386		22 658	-22 658	
Sur opération de change						
Autres						
Produits nets des commissions	12 073	19 386	-7 313	59 840	22 658	37 182

PROVISIONS				
Provisions	31/12/2025	Augmentation	Diminution	30/06/2026
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	18 564	9 028		27 593
Provisions pour autres risques et charges	42 484	3 328	11 920	33 892
Total	61 049	12 356	11 920	61 485

IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Valeur brute (En milliers)	Valeur brute au 31/12/2025	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Effet de l'application d'IFRS 16	Valeur brute au 30/06/2026
Terrains et constructions	589 213	115 343	34 265		670 291
Matériel, outillage et transport					
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	50 604	2 759	734		52 629
Autres immobilisations corporelles	57 118	3 213			60 331
En-cours	19 960	23 098	22 963		20 094
Droit d'utilisation					0
TOTAL	716 895	144 413	57 963		803 345

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
(En milliers)	Valeur brute au 31/12/2025	Acquisitions	Cession ou retrait	Dotations exercice	Valeur brute au 30/06/2026
Valeur brute	156 465	20 759	32 386		144 838
Amortissement	99 409			4 918	104 326
Valeur nette	57 056	20 759	32 386	-4 918	40 511

MARGE D'INTÉRÊT		
(En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
Sur opérations avec les établissements de crédits		
Sur opérations avec la clientèle	833 968	656 032
Intérêts courus et échus sur titres		
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit bail	27 129	24 786
Autres intérêts et produits assimilés		
Produits d'intérêt	861 097	680 818
Sur opérations avec les établissements de crédits	242 096	162 806
Sur opérations avec la clientèle		
Sur dettes représentées par titres	90 704	95 445
Sur dettes subordonnées	11 800	6 205
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Autres intérêts et charges assimilés	1 405	108
Charges d'intérêt	346 004	264 564

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS				
	31/12/2025	Augmentation	Diminution	30/06/2026
Bons de caisse				
Titres du marché interbancaire				
Titres de créances négociables	5 753 958	1 308 967	1 331 767	5 731 158
Emprunts obligataires				
Autres dettes représentées par un titre				
Total	5 753 958	1 308 967	1 331 767	5 731 158

RÉSULTAT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

(En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
Dividendes reçus		
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	-888	
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat		
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture		
Variation de juste valeur des instruments dérivés		
Inefficacité de couverture à la juste valeur		
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie		
Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-888	

RÉSULTAT DES AUTRES ACTIVITÉS

(En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
Produits de la promotion immobilière		
Produits sur opérations de location simple		
Variations de juste valeur des immeubles de placement		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurances		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances		
Autres produits (charges) nets	78 282	67 185
Produits et charges nets des autres activités	78 282	67 185

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
Charges de personnel	101 713	82 996
Impôts et taxes	2 272	1 950
Services extérieurs et autres charges	68 996	50 684
Charges d'exploitation	172 980	135 630

CHARGES DU PERSONNEL

(En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
Salaires et appointements	57 386	49 959
Primes et indemnités	14 435	12 705
Charges de retraite	21 054	14 148
Charges d'assurances sociales	4 163	3 576
Autres charges de personnel	4 675	2 607
TOTAL	101 713	82 996

AMORTISSEMENT ET DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS

(En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	4 717	3 408
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	11 519	11 007
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation		
TOTAL	16 235	14 415

COÛT DU RISQUE

(En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
Dotations aux provisions	308 628	254 541
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	306 715	253 789
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	1 912	752
Reprise de provisions	135 286	115 998
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	123 366	115 897
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	11 920	100
Variation des provisions	173 341	138 543
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	171	217
Récupérations sur prêts et créances amorties	-1 375	-1 450
Autres pertes		
Coût du risque	172 138	137 310

CHARGE D'IMPÔT RECONNUE EN ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
Charge d'impôts courants	62 715	62 512
Charge d'impôts différés	18 045	26 073
Charge d'impôts de la période	80 760	88 584

RÉSULTAT DE BASE ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

(En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
Résultat net part du Groupe	146 409	148 203
Nombre d'actions ordinaires émises	2 647	2 880
Résultat par action en dirhams	55	51

RÉSULTAT SUR ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

	30/06/2026	30/06/2025
Dividendes reçus		
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		161
Gains ou pertes nets		161

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

(En milliers)	30/06/2026	31/12/2025
Engagements de financements et de garantie donnés	322	604
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	322	604
- Crédits documentaires import		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés	322	604
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
- Crédits documentaires export confirmés		
- Acceptations ou engagements de payer		
- Garanties de crédits données		
- Autres cautions, avals et garanties donnés		
- Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
- Garanties de crédits données		
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
- Autres cautions et garanties données		
- Engagements en souffrance		
Engagements de financements et de garantie reçus	213 460	209 044
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
- Ouvertures de crédits confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	213 301	208 885
- Garanties de crédits		
- Autres garanties reçues	213 301	208 885
Engagements de garantie reçus de l'état et d'organismes de garantie divers	159	159
- Garanties de crédits		
- Autres garanties reçues	159	159

TABEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31 Décembre 2025	242 018	1		1 599 270	571				1 841 859
Changement de méthodes comptables									
Autres variations				-69 241					-69 241
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} janvier 2026	242 018	1		1 530 029	571				1 772 618
Opérations sur capital									
Palements fondés sur des actions									
Opérations sur actions propres									
Dividendes				-129 044					-129 044
Résultat de l'exercice au 30 Juin 2026				146 409					146 409
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)									
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)									
Écarts de conversion : variations et transferts en Résultat (F)									
Gains ou pertes latents ou différés (D)+(E)+(F)									
Variation de périmètre									
Autres variations (Actualisation IAS 19)									
Capitaux propres clôture 30 Juin 2026	242 018	1		1 547 394	571				1 789 983

INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	30/06/2026	31/12/2025
1 Résultat avant impôts (A)	227 169	478 431
2 +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	16 235	30 103
3 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
4 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		
5 +/- Dotations nettes aux provisions	436	26 687
6 +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
7 +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
8 +/- Produits/charges des activités de financement	888	-23
9 +/- Autres mouvements	-340 666	-13 211
10 = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	-323 107	43 557
11 +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	2 619 602	2 816 157
12 +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-2 631 465	-2 832 197
13 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	26 285	425 722
14 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	145 971	-982 603
15 - Impôts versés	-65 051	-131 339
16 = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	95 342	-704 260
17 FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	-596	-182 272
18 +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		
19 +/- Flux liés aux immeubles de placements		
20 +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-67 538	-137 136
21 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	-67 538	-137 136
22 +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	129 044	105 835
23 +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-11 752	230 662
24 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	117 291	336 498
25 Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
26 AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	49 157	17 090

COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE

27 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	23 466	6 376
28 Caisse, banques centrales, CCP(actif & passif)	23 466	6 376
29 Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
30 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	72 623	23 466
31 Caisse, banques centrales, CCP(actif & passif)	72 623	23 466
32 Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
33 VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	49 157	17 090

PREUVE D'IMPÔTS

	30/06/2026	31/12/2025
Résultat net de l'ensemble consolidé	146 409	292 837
Impôts exigibles (IS)	62 715	126 608
Impôts différés	18 045	58 986
Total charge fiscale consolidée IFRS	80 760	185 594
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	227 169	478 431
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	35,55%	38,79%
Montant de différences de taux mère/filiale	12 705	17 664
Impôt sur différences temporelles	-474	8 939
Effet des autres éléments		
Charge fiscale recalculée		
Taux d'impôt légal au Maroc	40%	40%

VARIATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS AU COURS DE LA PÉRIODE

	31/12/2025	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	30/06/2026
Impôts différés actifs	66 352	4 371		70 723
Impôts différés passifs	273 328	22 416		295 744
Impôts différés actifs / passifs	-206 976	-18 045		-225 021

ÉCARTS D'ACQUISITION

	31/12/2025	Augmentation (acquisition)	Diminution (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	30/06/2026
Valeur brute	52 747 295					52 747 295
	52 747 295					52 747 295
Cumul des pertes de valeur						
Valeur nette	52 747 295					52 747 295

Deloitte.

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Ben Abdallah
Bâtiment C - Tour Voire 3 - 3ème étage
La Marina - Casablanca

Coopers Audit

Coopers Audit Maroc S.A
83, Avenue Hassan II,
Casablanca - Maroc

GROUPE SOFAC

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2026

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société SOFAC S.A et ses filiales (Groupe SOFAC) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 1 789 983 dont un bénéfice net de KMAD 146 409.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de l'établissement et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe SOFAC arrêtés au 30 juin 2026, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 28 septembre 2026

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit

Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Ben Abdallah
Bâtiment C - Tour Voire 3 - 3ème étage
La Marina - Casablanca
N° 0521 42 11 900 Fax: 0522 27 47 34
N° 0521 42 11 900 Fax: 0522 27 47 34

Hicham BELEMQADEM
Associé

Coopers Audit Maroc S.A

COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II,
Casablanca
Tél: 0521 42 11 900 Fax: 0522 27 47 34

Abdellah LAGHCHAOUI
Associé

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2026

PRÉAMBULE

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés du Groupe SOFAC à compter du 1^{er} janvier 2020 avec bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2019, conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1 « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS, en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

BASES DE PRÉSENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Établissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe SOFAC sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels de SOFAC SA et des entités sur lesquelles elle exerce un contrôle ou une influence notable.

FILIALES

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements à l'égard du pouvoir détenu. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse. La quote-part du résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus. Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ; ou
- le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

RETRAITEMENTS DE CONSOLIDATION

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...). Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

DATE DE CLÔTURE

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 31 mars et au 30 septembre.

La liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie ci-dessous :

À fin juin 2026, le périmètre de consolidation du Groupe SOFAC inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	30/06/2026		31/12/2025		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
SOFAC	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
SOFASSUR	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
SSF	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
BADEEL	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale

MÉTHODES COMPTABLES

IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION »

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Deux types de contrat de location sont définis par la norme :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement sont comptabilisés à l'actif (immobilisation) et au passif (dette financière) à la plus faible valeur entre la juste valeur et la valeur actualisée (au taux d'intérêt effectif) des paiements minimaux du contrat.

L'amortissement du bien est comptabilisé en charges, et les intérêts de la période calculés au taux d'intérêt implicite du contrat.

CONTRATS DE LOCATION SOUS IFRS 16

La nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location, publiée le 13 janvier 2016, est entrée en vigueur dans les comptes des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2019. IFRS 16 remplace la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC 15 « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27 « Évaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location »).

Les contrats de location (Location financement et Location simple) sont traités de la même manière. Il en résulte une comptabilisation au bilan de tous les contrats de location :

- d'un Droit d'utilisation sur l'actif loué, comptabilisé à l'actif dans les immobilisations ;
- d'une Dette locative, au titre des loyers et des autres paiements à effectuer pendant la durée de la location.

La nouvelle norme fait la distinction très claire entre la définition d'un contrat de location (le client obtient le contrôle sur l'utilisation d'un actif) et d'un contrat de service (le fournisseur conserve le contrôle de l'utilisation de l'actif).

Méthode de transition

Pour la transition, le Groupe SOFAC a opté pour l'approche rétrospective modifiée. La méthode implique la prise en compte des frais de location restants dus au 1^{er} janvier 2019 et le calcul de la valeur nette des contrats de location en utilisant le taux d'emprunt marginal moyen pondéré (et non le taux d'actualisation implicite dans le contrat). La valeur nette des actifs loués est égale au passif à compter du 1^{er} janvier 2019.

Exemptions d'utilisation

Le Groupe SOFAC a utilisé les deux exemptions proposées par la norme :

- L'une porte sur les contrats ayant une durée inférieure ou égale à un an ;
- L'autre sur les locations d'actifs de faible valeur (le chiffre cité est de 5 000 USD). Durée et typologie des contrats de location simples retenues :

La durée appliquée dépend de la nature des contrats concernés :

- Location des agences dont la durée appliquée est de 9 ans.
- Location des logiciels et matériels informatiques dont la durée appliquée est celle du contrat.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation. Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- **Niveau 1:** justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs. Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.
- **Niveau 2:** justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables;
- **Niveau 3:** justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

IFRIC 23 « INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

Pour la mise en œuvre de cette interprétation, le Groupe a opté pour la méthode rétrospective partielle, en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :

- La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
- La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés. L'établissement détermine le modèle de gestion selon

l'une des trois options définies par la norme :

- Soit percevoir les flux de trésorerie contractuels et garder jusqu'à l'échéance (HTC : Hold To Collect) ;
- Soit percevoir les flux contractuels et vendre l'actif (HTCS : Hold To Collect and Sell) ;
- Soit vendre l'actif (HFS: Held for Sale).

L'établissement doit déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont composés uniquement du paiement du principal et des intérêts (« Solely Payment of Principal and Interest « SPPI ») pour comptabiliser les instruments financiers au coût amorti. Dans le cas contraire, ils sont obligatoirement comptabilisés à la juste valeur, ce qui se matérialise par l'intention de vendre un actif, et se traduit par des impacts sur le compte de résultat ou sur les réserves pour des catégories d'actifs spécifiques.

ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Tous les actifs financiers détenus par le Groupe SOFAC sont évalués au coût amorti.

DÉPRÉCIATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IFRS 9 remplace le modèle de pertes encourues d'IAS 39 par un modèle unique de dépréciation, prospectif, fondé sur les « pertes attendues ».

Elle concerne les instruments financiers tels que les placements de trésorerie, les prêts et les engagements hors bilan donnés à la clientèle ainsi que les titres et les instruments financiers à la JV par capitaux propres recyclables (JV OCI).

La norme IFRS 9 introduit

- Un principe nouveau de provisionnement des encours sains et non sensibles (dépréciation dès l'octroi) ;
- Trois « stages » dans lesquels sont classés les actifs en fonction de leur qualité de crédit. Les modalités de calcul des dépréciations diffèrent d'un stage à un autre ce qui nécessite le suivi de la dégradation significative du risque de crédit depuis la date d'octroi.
- De nouveaux paramètres pour le calcul des provisions :
 - ECL (expected credit loss) « point in time » par opposition à l'expected loss (EL) bâlois « Through the cycle »
 - L'intégration du forward looking : il s'agit d'intégrer les évolutions éventuelles de certains agrégats pertinents (données prospectives) dans l'appréciation de défaut des actifs ou groupes d'actifs.

Modèle à 3 stages

Selon la norme IFRS 9, les modalités de calcul des pertes attendues sur les actifs financiers dépendent de la classe ou du niveau de risques à laquelle appartiennent ces actifs. La norme prévoit trois (3) stages distincts selon le niveau de dégradation de risque d'un actif depuis l'origination :

Stage1: loge les actifs financiers sains n'ayant pas connu d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. La dépréciation sur les actifs de cette catégorie correspond à la perte attendue sur un horizon de 12 mois

Stage2: reprend les actifs considérés comme risqués ou dont la qualité de crédit s'est significativement détériorée sans qu'aucune perte de crédit n'ait cependant été observée, pour ces actifs, la dépréciation représentera alors la perte de crédit attendue sur la durée de vie totale du contrat (jusqu'à sa date d'échéance).

Stage 3: comprend les actifs dont la qualité s'est significativement détériorée et une perte est observée au point que la recouvrabilité du principal est mise en cause. Comme pour les actifs en stage 2, la dépréciation sera estimée « à maturité ».

Options de staging retenu par SOFAC

- **Bucket 1:** Aucun impayé;
- **Bucket 2:** 1 et 2 impayés ou Dossier ayant atteint le défaut historiquement et régularisé par la suite ;
- **Bucket 3 (défaut):** Les dossiers présentant 3 impayés et plus.

La méthodologie la plus appropriée de calcul des ECL est le cas général. SOFAC dispose de toutes les données historiques sur son portefeuille permettant de calibrer les paramètres du risque (EAD, PD et LGD) et ainsi de calculer les pertes de crédit attendues.

- **La Probabilité de Défaut (PD):** représente le taux de passage en défaut. Elle est issue des matrices de transitions calculées sur l'historique des impayés (mois par mois).
- **La LGD (Loss Given Default):** représente le montant de la perte en cas de défaut. La LGD est calculée à partir des courbes de récupération des créances contentieuses et calibrée pour les créances non contentieuses par un historique de passage en contentieux tenant compte du taux de retour en sain.
- **L'EAD (Exposure At Default):** représente l'exposition en cas de défaut en prenant en considération les remboursements par anticipation. Les remboursements anticipés concernent tout le portefeuille. Ils sont observés et un historique de tous les remboursements anticipés est disponible pour le calcul du taux de remboursement annuel empirique.
- **L'ECL (Expected Credit Loss):** représente la perte de crédit attendue à maturité.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Une immobilisation corporelle est un bien par nature durable détenu par l'entreprise pour être utilisé par elle-même ou loué à des tiers.

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes :

Le modèle du coût amorti correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs. Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers et possédant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chacun des composants est amorti de façon systématique sur sa durée d'utilité propre, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques.

Le modèle de la réévaluation peut être retenu lorsque la juste valeur des immobilisations corporelles peut être déterminée de manière fiable. Le montant comptabilisé dans ce cas correspond à la juste valeur de l'immobilisation à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et des pertes de valeur. La fréquence de la réévaluation dépend des fluctuations de la juste valeur des immobilisations. Lorsque la juste valeur d'un actif réévalué diffère significativement de sa valeur comptable, une nouvelle réévaluation est nécessaire.

La juste valeur: correspond au prix qui serait perçu à l'occasion de la vente d'un actif ou le prix qui serait payé pour transférer une dette, dans le cadre d'une opération conclue à des conditions normales par des intervenants de marché, à la date de l'évaluation.

La valeur résiduelle : correspond au prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

La durée d'utilité: désigne la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif. L'amortissement débute quand cet actif est disponible pour être utilisé. Par conséquent, l'amortissement cesse quand l'actif est sorti du bilan. La base amortissable correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

Pour les besoins de la FTA (First Time Adoption), le groupe SOFAC a opté pour la réévaluation à la juste valeur pour les terrains et immeubles d'exploitation et pour l'application de l'approche par composants pour les mobiliers et matériels. Les immobilisations concernées par les retraitements en FTA se présentent comme suit :

Catégorie	Libellé	Nature de la valeur retenue
Immeuble d'exploitation	Siège SOFAC	Réévaluation
Immeuble d'exploitation	Agence RABAT	Réévaluation

Pour les évaluations ultérieures (post-FTA), les immobilisations corporelles sont évaluées selon le modèle du coût amorti calculé sur la base de ce qui suit.

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50 ans
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30 ans
Catégorie C	Étanchéité, électricité, précâblage	15 ans
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10 ans

Type	Durée en social	Durée utilité IFRS
Matériel roulant	5 ans	5 ans
Matériel informatique	Entre 5 et 10 ans	Entre 5 et 10 ans
Matériel de bureau	5 ans	5 ans
Mobilier de bureau	Entre 5 et 10 ans	10 ans
Autres matériel et mobilier	5 ans	5 ans

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'État (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'état (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe SOFAC mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

- Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;

ou

- Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :
- Il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;

ou

- Le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe SOFAC dispose d'une police d'assurance maladie pour le compte du personnel Actif Permanent et des retraités. Les retraités bénéficient gratuitement de la couverture maladie post emploi.

Cette couverture maladie est viagère pour l'ensemble des retraités. En outre, les conjoints et les ayants droit bénéficient de la couverture médicale tant que l'ouvrant droit (i.e. le retraité) est en vie. En cas de décès de ce dernier, ils ne sont plus couverts par le contrat.

Sur la base de notre analyse, l'assistance médicale postérieure à l'emploi est classée comme un régime d'avantages à prestations définies au sens de la norme IAS 19 qui doit être évalué et comptabilisé.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

JUGEMENTS UTILISÉS DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Conformément aux exigences réglementaires en vigueur, Sofac a procédé à la formalisation de politiques et chartes des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques auxquels la société est exposée, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques et chartes sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par les plus hautes instances de la société.

RISQUE DE CRÉDIT

a- Politique de gestion du risque de crédit

Le **Risque de Crédit** est le risque de non-remboursement par des clients de leurs engagements envers la société, partiellement ou en intégralité, dans les délais et dans les conditions convenues, et qui pourrait entraîner une perte financière pour ladite société. C'est la catégorie de risque à laquelle la société est la plus exposée, qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque et s'étend par nature au risque de concentration.

Sofac a mis en place une politique de gestion du risque de crédit. Elle a pour but de fournir, aux différentes entités de la société, des principes applicables à leurs activités, dès lors qu'elles sont susceptibles de générer un **Risque de Crédit** ou de contrepartie pour compte propre.

b- Comitologie

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité. Il s'agit notamment du :

- **Comité des Risques** : assiste le Conseil d'Administration en matière de stratégie, de gestion et de surveillance des risques auxquels l'établissement est exposé
- **Comité Risque de crédit** : désigne des comités de crédit, valide les règles d'octroi et le manuel d'acceptation, valide les seuils d'acceptation par les grilles de scoring, valide les grilles de délégation de pouvoirs, suit périodiquement les indicateurs de risque.

c- Structuration des opérations de crédit

Chaque opération de crédit doit être structurée selon les procédures en place et elle doit avoir :

- Un objet économique avéré ;
- Une maturité en conformité avec l'objet du crédit ;
- Un revenu en adéquation avec le risque pris par la société. La tarification doit être en adéquation avec le niveau de **Risque de Crédit** des contreparties ;
- Une sécurité évidente par la capacité de remboursement de la contrepartie ;
- Une garantie ou sûreté pour conforter la position de la société à travers au moins un contrat de crédit.

d- Scoring

Le scoring est un modèle statistique développé sur la base du comportement historique des clients, sur au moins 3 ans, à travers une régression logistique pour prédire le défaut des clients futurs.

Le scoring des demandes émanant des contreparties joue un rôle primordial dans l'appréciation du degré de **Risque de Crédit** du portefeuille des engagements de Sofac et par la suite dans la prise de décision.

Pour la clientèle de Sofac, les décisions d'octroi sont prises sur la base d'un système de scoring spécifique et complété par des règles d'octroi relatives à chaque type de produit et chaque catégorie de clientèle.

Le pilotage du processus de mise en œuvre et de la validation du système de scoring incombe à l'entité **Risque de Crédit** qui assure le maintien de ce dispositif.

L'entité **Risque de Crédit** assure la surveillance de la qualité du scoring semestriellement à travers des reportings spécifiques mesurant la **stabilité** et la **performance** du score.

e- Surveillance des risques – contrôles a priori

Avant tout déblocage de crédit, une série de contrôle est systématiquement réalisée :

- Contrôle des données du dossier de crédit ;
- Contrôle du respect du niveau de délégation ;

- Contrôle de la conformité de la documentation juridique ;
- Contrôle des données saisies au niveau du système d'information ;
- Contrôle du respect des limites de concentration.

f- Surveillance du portefeuille des engagements

La **surveillance du portefeuille des engagements** se fait par le biais de plusieurs indicateurs, tant au niveau du risque à l'octroi qu'au niveau du risque en cours de vie des dossiers.

Les **analyses multicritères du portefeuille des engagements** sont un contrôle à postériori qui consistent à identifier et à suivre l'ensemble des engagements de la société selon plusieurs axes d'analyse dont notamment : les produits, les maturités, les clients, les groupes d'affaires, les segments de clientèle, les règles d'octroi, les catégories de créances (saines et en souffrance), les secteurs d'activité, les agences, les zones géographiques, les types de sûreté, etc.

g- Limites de concentration

Les engagements de SOFAC sont maintenus dans les limites globales, dites limites de concentration, fixées dans le respect de la réglementation. Ces limites sont revues, autant que nécessaire en tenant compte notamment du niveau des fonds propres de la société et de chacune de ses entités, et sont validées par le Comité **Risque de Crédit**.

h- Délégation de pouvoirs

Ce principe régit l'octroi de nouveaux prêts et le renouvellement des crédits. A partir d'un seuil d'encours client et pour les demandes non acceptées systématiquement, au moins deux personnes, dont impérativement une de l'entité **Risque de Crédit**, doit approuver ces demandes.

La prise de décision est basée sur le principe de la délégation individuelle du pouvoir d'approbation. L'autorité d'approbation est accordée à des individus - intuitu personae - sur la base de leur expérience, jugement, compétence et formation professionnelle.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Conformément à la réglementation en vigueur, Sofac définit le risque opérationnel comme étant le « risque de perte résultant de carences ou de défaillances inhérentes aux procédures, au personnel et aux systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

a- Processus de gestion du risque opérationnel

Le processus de gestion des risques opérationnels au sein de Sofac est composé de méthodologies et pratiques liées aux activités d'identification, d'évaluation, de suivi et de traitement des risques opérationnels.

➤ Identification des risques :

L'identification des risques opérationnels liés à l'activité de l'établissement a pour objectif de recenser l'ensemble des défaillances (avérées / potentielles) pouvant avoir une incidence sur le fonctionnement de ses processus, et par conséquent empêcher l'atteinte de ses objectifs.

Un risque se caractérise par une ou plusieurs causes génériques (Déclencheur(s) de l'évènement de risque), une catégorie d'évènement bâloise et une ou plusieurs conséquences.

➤ Évaluation des risques :

La gravité d'un risque se mesure selon deux paramètres :

- Le niveau de fréquence ;
- Le niveau d'impact du risque (la sévérité)

La connaissance de ces deux paramètres permet de positionner les risques sur une matrice « Fréquence x Impact » et de classer les risques selon une échelle de gravité.

➤ Indicateurs de suivi des risques :

Les indicateurs de suivi des risques (Key Risk Indicators : KRI) offrent une vision instantanée des modifications de l'environnement de risque et de contrôle interne, pouvant avoir un impact sur le profil de risque de la société.

L'objectif consiste, pour chaque processus ou ensemble de processus, à déterminer ce qui peut renforcer l'occurrence d'un événement de pertes, c'est-à-dire les sources potentielles à l'origine d'une dégradation du profil de risque de la société.

Ces indicateurs comportent généralement des seuils, dont le dépassement déclenche la mise en œuvre d'actions préventives.

➤ Mécanisme de couverture des risques :

Une bonne maîtrise du risque opérationnel dans la société nécessite, outre une bonne mesure du niveau de risque, la mise en place et le suivi de dispositifs visant à prévenir ou à atténuer le risque opérationnel.

Il existe 4 types de mécanismes de couverture du risque opérationnel :

- Les mesures de prévention sur les occurrences, qui visent à agir sur la diminution de la fréquence d'occurrence des risques ;
- Les mesures de prévention sur les impacts, qui visent à agir sur l'atténuation de l'impact financier, en cas de survenance de la défaillance ;
- Les mesures de contrôle qui visent à anticiper la survenance d'un risque ou à en éviter sa propagation à la défaillance ;
- Les assurances qui permettent de diminuer l'impact financier d'une défaillance.

➤ Collecte des incidents :

Un incident correspond à la survenance effective d'un risque au sein de la société. Il peut provoquer :

- Une ou plusieurs pertes opérationnelles ;
- Un incident sans impact financier, i.e. « quasi-perte » ;
- À la fois une (ou des) perte(s) ainsi que des impacts non financiers.

Un incident doit nécessairement être relié à un risque. Si ce n'est pas possible, il est nécessaire de mettre à jour la cartographie des risques afin que cette dernière reflète au mieux la réalité des risques encourus par la société.

b- Comitologie

À travers le Comité des Risques, le Conseil d'Administration approuve le dispositif d'identification et de gestion des Risques Opérationnels (RO), sa stratégie, ses orientations, sa politique, et ses principes.

À cet égard, le Comité des Risques est chargé de ce qui suit :

- Examiner la Stratégie de gestion du risque Opérationnel et formuler des recommandations à l'organe d'administration à ce sujet ;
- Passer en revue, au moins une fois par an, la politique de gestion du risque opérationnel et le dispositif d'appétence pour le risque de l'établissement ;
- Évaluer la qualité et la pertinence du dispositif d'identification, de mesure et d'atténuation des risques opérationnels encourus par l'établissement ;
- Fournir à l'organe d'administration des avis sur l'appétence au risque actuel et futur ;
- Surveiller la mise en œuvre, par l'organe de direction, de la déclaration d'appétence au risque ;
- S'assurer de l'efficacité du processus d'adéquation des fonds propres internes destinés à couvrir les risques opérationnels, tenant compte de l'appétence au risque définie par le conseil d'administration.

c- Plan de continuité d'activité

L'entreprise ne peut empêcher la survenance de certains risques exogènes et endogènes, tels que les inondations et les attaques virales, mais elle peut à défaut en limiter les impacts. C'est alors qu'intervient notamment le plan de continuité d'activité PCA.

Ce plan est défini par le comité de Bâle comme étant « l'ensemble des mesures visant à assurer, selon divers scénarii de crises, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles de l'entreprise puis la reprise planifiée des activités ».

À Sofac, l'élaboration du plan de continuité répond à la nécessité :

- D'identifier les processus vitaux de l'entreprise ;
- D'analyser les risques de rupture de service ;
- D'évaluer les conséquences ;
- De prévoir les actions et les moyens pour assurer dans les meilleures conditions possibles la continuité de l'activité en cas d'indisponibilité ou de perturbation totale ou partielle des processus de l'entreprise.

RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ – ALM

a- Évaluation du risque de liquidité

L'identification et la quantification du risque de liquidité permet de se prémunir contre le risque de défaillance des engagements émis.

Sofac procède au calcul des impasses de liquidité, découlant de la différence entre les flux des emplois et ressources tout au long de leur durée d'amortissement. L'objectif est d'estimer les gaps de liquidité et les besoins de refinancement en complément du suivi des flux de trésorerie à court terme.

Le calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) est établi sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...10 ans), il est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats de prêts pour les postes contractuels, et des règles d'écoulement de la liquidité pour les autres postes non contractuels.

b- Évaluation du Risque de taux

Le risque de taux est le risque de perte financière encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan. Il traduit l'incertitude sur les résultats financiers induits par l'exposition aux variations de la courbe des taux.

SOFAC procède au calcul de l'impasse de taux représentant la différence entre les emplois et ressources à taux fixes, ventilée par bande d'échéances. Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb et +200 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

c- Couverture des gaps de taux et de liquidité.

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM, par le recours aux instruments de financement spécifiques, ou des révisions concernant les lignes de crédit ouvertes par l'établissement.

d- Le suivi des risques de taux et de liquidité

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques. Les données risques sont agrégées trimestriellement afin que les organes de gouvernance puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de SOFAC. Ces données sont présentées au Comité ALM et au Comité des Risques.

BILAN ACTIF (En milliers)	30/06/2026	31/12/2025
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	72 618	23 459
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	214 891	130 831
. À vue	214 891	130 831
. À terme		
3. Créances sur la clientèle	10 217 851	9 167 943
. Crédits de trésorerie et à la consommation	9 403 610	8 582 874
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers		
. Autres crédits	814 242	585 069
4. Créances acquises par affacturage		
5. Titres de transaction et de placement	499 526	498 815
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance	499 526	498 815
. Titres de propriété		
6. Autres actifs	2 168 914	1 743 555
7. Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
8. Titres de participation et emplois assimilés	96 385	96 385
9. Créances subordonnées		
10. Immobilisations données en crédit-bail et en location	15 705 317	13 586 065
11. Immobilisations incorporelles	36 662	52 347
12. Immobilisations corporelles	73 620	70 607
TOTAL DE L'ACTIF	29 085 785	25 370 007

BILAN PASSIF (En milliers)	30/06/2026	31/12/2025
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	11 378 732	8 738 270
. À vue	1 358 974	916 072
. À terme	10 019 758	7 822 198
3. Dépôts de la clientèle	7 287 050	6 780 828
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs	7 287 050	6 780 828
4. Titres de créance émis	5 731 158	5 753 958
. Titres de créance négociables émis	5 731 158	5 753 958
. Emprunts obligataires émis		
. Autres titres de créance émis		
5. Autres passifs	2 753 051	2 158 959
6. Provisions pour risques et charges	84 679	93 719
7. Provisions réglementées		
8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
9. Dettes subordonnées	500 453	512 205
10. Écarts de réévaluation		
11. Réserves et primes liées au capital	485 047	481 890
12. Capital	242 018	242 018
13. Actionnaires. Capital non versé (-)		
14. Report à nouveau (+/-)	475 960	423 152
15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
16. Résultat net de l'exercice (+/-)	147 637	185 009
Total du Passif	29 085 785	25 370 007

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 30 JUIN 2026		
(En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 596 700	1 999 945
1. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		
2. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	479 599	411 479
3. Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
4. Produits sur titres de propriété	74 804	57 867
5. Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 901 118	1 415 749
6. Commissions sur prestations de service	87 252	71 041
7. Autres produits bancaires	53 927	43 809
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 002 788	1 474 063
8. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de Crédit	233 789	157 421
9. Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
10. Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	103 909	101 650
11. Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 643 258	1 190 507
12. Autres charges bancaires	21 832	24 485
III. PRODUIT NET BANCAIRE	593 913	525 881
13. Produits d'exploitation non bancaire	620	655
14. Charges d'exploitation non bancaire		1
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	278 811	240 850
15. Charges de personnel	89 568	72 156
16. Impôts et taxes	1 110	1 139
17. Charges externes	176 833	158 487
18. Autres charges générales d'exploitation	1 996	1 641
19. Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	9 304	7 428
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	241 304	207 425
20. Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	238 519	206 431
21. Pertes sur créances irrécouvrables	171	217
22. Autres dotations aux provisions	2 614	777
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	132 810	98 237
23. Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	119 782	96 687
24. Récupérations sur créances amorties	1 375	1 450
25. Autres reprises de provisions	11 654	100
VII. RÉSULTAT COURANT	207 227	176 497
26. Produits non courants	8	12
27. Charges non courantes	7 789	4 886
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	199 446	171 624
28. Impôts sur les résultats	51 809	48 379
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	147 637	123 244
TOTAL PRODUITS	2 730 137	2 098 849
TOTAL CHARGES	2 582 500	1 975 605
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	147 637	123 244

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION AU 30 JUIN 2026		
(En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS		
1.(+) Intérêts et produits assimilés	479 599	411 479
2.(-) Intérêts et charges assimilées	337 697	259 071
Marge d'intérêt	141 902	152 408
3.(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 901 118	1 415 749
4.(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 643 258	1 190 507
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	257 860	225 241
5.(+) Commissions perçues	87 252	71 041
6.(-) Commissions servies	19 386	22 658
Marge sur commissions	67 866	48 383
7.(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-2 022	-1 286
8.(+) Résultat des opérations sur titres de placement		
9.(+) Résultat des opérations de change	-42	
10.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	-2 064	-1 286
11.(+) Divers autres produits bancaires	128 731	101 676
12.(-) Diverses autres charges bancaires	382	541
PRODUIT NET BANCAIRE (*)	593 913	525 881
13.(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières		
14.(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	620	655
15.(-) Autres charges d'exploitation non bancaire		1
16.(-) Charges générales d'exploitation	278 811	240 850
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	315 721	285 685
17.(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	117 534	108 512
18.(+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-9 040	677
RÉSULTAT COURANT	207 227	176 497
RÉSULTAT NON COURANT	-7 781	-4 873
19.(-) Impôts sur les résultats	51 809	48 379
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	147 637	123 244
	30/06/2026	30/06/2025
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	147 637	123 244
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	9 304	7 428
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux		
23.(+) Dotations aux provisions réglementées		
24.(+) Dotations non courantes		
25.(-) Reprises de provisions		
26.(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	82	239
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		1
28.(-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30.(-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	156 859	130 433
31.(-) Bénéfices distribués	129 044	105 835
(+) AUTOFINANCEMENT	27 816	24 598

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 30 JUIN 2026		
(En milliers)	30/06/2026	31/12/2025
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	2 521 896	4 135 733
2. (+) Récupérations sur créances amorties	1 375	2 976
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	545	987
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	2 002 788	3 189 495
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	7 789	10 326
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	269 507	469 677
7. (-) Impôts sur les résultats versés	51 809	102 968
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	191 924	367 230
Variation des :		
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-84 060	-106 562
9. (+) Créances sur la clientèle	-1 168 817	-1 769 763
10. (+) Titres de transaction et de placement	-711	-14 773
11. (+) Autres actifs	-425 359	-735 312
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-2 119 253	-3 649 488
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 640 463	2 844 608
14. (+) Dépôts de la clientèle	506 222	1 928 726
15. (+) Titres de créance émis	-22 800	464 113
16. (+) Autres passifs	594 092	288 653
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-80 223	-749 798
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I+II)	111 701	-382 568
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	82	251
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières		
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-3 368	37 084
21. (+) Intérêts perçus		
22. (+) Dividendes perçus	74 804	57 867
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	78 254	21 034
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24. (+) Emission de dettes subordonnées		
25. (+) Emission d'actions		253 803
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27. (-) Intérêts versés	-11 752	230 662
28. (-) Dividendes versés	129 044	105 835
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-140 796	378 630
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+ IV +V)	49 159	17 096
VII. TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	23 458	6 362
VIII. TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	72 617	23 458

HORS BILAN AU 30 JUIN 2026		
(En milliers)	30/06/2026	31/12/2025
ENGAGEMENTS DONNÉS	322	604
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	322	604
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
5. Titres achetés à réméré		
6. Autres titres à livrer		
ENGAGEMENTS REÇUS	213 460	209 044
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	213 301	208 885
9. Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	159	159
10. Titres vendus à réméré		
11. Autres titres à recevoir		

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

A1.1 PRÉSENTATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE
Les états de synthèse de semestre clos le 30 juin 2026 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

A1.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES
Les immobilisations figurent au bilan à leur valeur d'acquisition, corrigée des amortissements cumulés, calculés sur la durée de vie estimée des actifs concernés, selon le mode linéaire. Les taux d'amortissement pratiqués sont en conformité avec les taux fiscalement admis.

A1.3 CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE ET PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION
A1.3.1 Crédits à la clientèle
Les créances sur la clientèle figurent au bilan pour leur Encours Hors Agios à Échoir.
A1.3.2 Immobilisations données en Location avec Option d'Achat (LOA)
Les immobilisations données en LOA sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition Hors Taxe et leur amortissement est pris en charge par la société selon le mode linéaire en fonction de la durée du contrat de LOA conformément à la législation fiscale.
A1.3.3 Créances en souffrance et leur provisionnement
Les créances en souffrance sont classées conformément aux règles de classification définies dans la circulaire n°: 19/G/2002.
Pour le crédit classique, ces créances sont constituées des Impayés (Capital & Agios), Frais et Capital restant dû.
Pour la LOA, ces créances sont constituées des Impayés (Capital & Agios), Frais et valeur nette comptable
Par application des règles de Bank Al-Maghrib (Circulaire n°19/G/2002), les créances en souffrance sont provisionnées après déduction des quotités de garantie admises, à hauteur de :
- 20 % pour les créances pré-douteuses.
- 50 % pour les créances douteuses.
- 100 % pour les créances compromises

A1.4 LES DETTES
Les dettes sont évaluées au nominal. Elles comprennent essentiellement les emprunts bancaires

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS (En milliers)					
CRÉANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total au 30/06/2026
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	19 533	214 891			234 424
VALEURS REÇUES EN PENSION					
- au jour le jour					
- à terme					
PRÊTS DE TRÉSORERIE					
- au jour le jour					
- à terme					
PRÊTS FINANCIERS					
AUTRES CRÉANCES					
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR					
CRÉANCES EN SOUFFRANCE					
TOTAL	19 533	214 891			234 424

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE (En milliers)					
CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2026
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	
CRÉDITS DE TRÉSORERIE					
- Comptes à vue débiteurs					
- Créances commerciales sur le Maroc					
- Crédits à l'exportation					
- Autres crédits de trésorerie					
CRÉDITS À LA CONSOMMATION					
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT					
CRÉDITS IMMOBILIERS					
AUTRES CRÉDITS					
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE					
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR					
CRÉANCES EN SOUFFRANCE					
- Créances pré-douteuses					
- Créances douteuses					
- Créances compromises					
PROVISIONS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE					
TOTAL					

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR (En milliers)

TITRES	Établissements de crédit et assimilés	Émetteur publics	Émetteur privés		Total 30/06/2026	Total 31/12/2025
			financiers	non financiers		
TITRES COTÉS						
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRÉANCE						
TITRES DE PROPRIÉTÉ						
TITRES NON COTÉS	595 911				595 911	595 200
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRÉANCE	499 526				499 526	498 815
TITRES DE PROPRIÉTÉ	96 385				96 385	96 385
TOTAL	595 911				595 911	595 200

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 30 JUIN 2026 (En milliers)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	499 526	499 526	504 136			
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRÉANCE	499 526	499 526	504 136			
TITRES DE PROPRIÉTÉ						
TITRES DE PLACEMENT						
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRÉANCE						
TITRES DE PROPRIÉTÉ						
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRÉSOR ET VALEURS ASSIMILÉES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CRÉANCE						

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS (En milliers)

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées		70 286		70 286	70 286		81 196	54 092	74 804
SOFASSUR		100	100%	100	100	31/12/2025	39 710	39 590	74 804
SOFAC STRUCTURED FINANCE		2 000	100%	2 000	2 000	31/12/2025	3 339	1 139	
BADEEL SMARTLEASE		68 186	100%	68 186	68 186	31/12/2025	38 147	13 364	
Autres titres de participation		26 100		26 100	26 100				
FT SOFAC AUTOLEASE		26 100		26 100	26 100				
TOTAL		96 385		96 386	96 386		81 196	54 092	74 804

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE (En milliers)

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT- BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	18 651 949	34 610 856	31 598 092	21 685 748	1 623 571	5 780 943	50 896	34 029	113 789	15 705 317
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	17 368 514	18 268 833	15 537 861	20 120 522	1 596 001	5 681 002	19 686	3 584	63 882	14 375 638
- Crédit-bail mobilier en cours	727 251	4 000 692	4 201 715	526 228						526 228
- Crédit-bail mobilier loué	16 060 913	4 189 171	1 360 690	18 889 394	1 540 389	5 444 732	19 686	3 584	63 882	13 380 780
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	676 567	148 273	34 241	790 599	55 612	236 270				554 330
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	976 300	475 765	238 871	1 213 195	27 571	99 941				1 027 555
- Crédit-bail immobilier en cours	309 169	263 614	212 120	360 663						360 663
- Crédit-bail immobilier loué	667 131	212 151	26 751	852 531	27 571	99 941				752 591
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS À RECEVOIR	35 464	249 707	239 754	45 417						45 417
LOYERS RESTRUCTURÉS										
LOYERS IMPAYÉS	60 752	9 680 990	9 701 460	40 281						40 281
CREANCES EN SOUFFRANCE	210 918	5 935 561	5 880 146	266 333			31 210	30 445	49 907	216 425
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURÉS										
LOYERS IMPAYÉS										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	18 651 949	34 610 856	31 598 092	21 685 748	1 623 571	5 780 943	50 896	34 029	113 789	15 705 317

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES (En milliers)									
Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	139 028	20 759	30 018	129 770	89 240	3 827		93 108	36 662
- Droit au bail	1 565			1 565					1 565
- Immobilisations en recherche et développement	659	53		712					712
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	116 268	4 520		120 788	89 240	3 827		93 108	27 681
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
- Immobilisations en cours	20 536	16 187	30 018	6 705					6 705
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	137 713	29 070	23 181	143 603	64 547	5 477		69 983	73 620
- Immeubles d'exploitation	11 287			11 287	5 454	255		5 709	5 578
. Terrain d'exploitation									
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	11 287			11 287	5 454	255		5 709	5 578
. Immeubles Hors exploitation									
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction									
- Mobilier et matériel d'exploitation	49 348	2 759	218	51 889	29 901	2 826		32 686	19 203
. Mobilier de bureau d'exploitation	8 733	24		8 757	5 456	551		5 966	2 791
. Matériel de bureau d'exploitation	2 767	25		2 792	1 642	135		1 778	1 015
. Matériel informatique	37 782	2 492		40 274	22 799	2 133		24 932	15 342
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	30	218	218	30	4	3		7	23
. Autres matériels d'exploitation	36			36		4		4	32
	77 078	26 311	22 963	80 425	29 192	2 396		31 588	48 838
- Agencements et installations techniques	55 622	3 213		58 836	28 855	2 394		31 250	27 586
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 496			1 496	336	2		338	1 158
- Immobilisations corporelles en cours	19 960	23 098	22 963	20 094					20 094
- Immobilisations corporelles hors exploitation				1					1
. Terrains hors exploitation									
. Immeubles hors exploitation									
. Mobiliers et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation		1		1					1
TOTAL	276 741	49 830	53 199	273 373	153 786	9 304	0	163 091	110 282

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATION (En milliers)								
Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession	
01/05/2026	PV / cession voiture	218		218	300	82		
TOTAL		218		218	300	82		

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS (En milliers)						
DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Montant au 30/06/2026	Montant au 31/12/2025
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres Établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS		1 358 974			1 358 974	916 072
VALEURS DONNÉES EN PENSION		500 010			500 010	499 299
- au jour le jour						
- à terme		500 010			500 010	499 299
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE		9 494 719			9 494 719	7 305 109
- au jour le jour						
- à terme		9 494 719			9 494 719	7 305 109
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES						
INTÉRÊTS COURUS À PAYER		25 030			25 030	17 789
TOTAL		11 378 732			11 378 732	8 738 270

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE (En milliers)					
DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé		Montant au 30/06/2026	Montant au 31/12/2025
		Entreprises financières	Entreprises non financières		
COMPTES À VUE CRÉDITEURS					
COMPTES D'ÉPARGNE					
DEPÔTS À TERME					
AUTRES COMPTES CRÉDITEURS			7 287 050	7 287 050	6 780 828
INTÉRÊTS COURUS À PAYER					
TOTAL			7 287 050	7 287 050	6 780 828

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS AU 30 JUIN 2026 (En milliers)

Nature des titres émis	Caractéristiques			Émissions	Remboursements	Montant à la fin de l'Exercice
	Montant au début de l'Exercice	Durée (en mois)	Taux d'intérêt			
Bons de Sociétés de Financement						
Bons de Sociétés de Financement	1 220 000	36	2,27		471 667	748 333
Bons de Sociétés de Financement	4 373 500	60	3,24	1 272 000	744 500	4 901 000
Bons de Sociétés de Financement	41 667	72	3,09		41 667	
Intérêts courus à recevoir	118 792			36 966,92		81 825
Total	5 753 958			1 308 967	1 257 833	5 731 158

PROVISIONS (En milliers)

	Encours 31/12/2025	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2026
PROVISIONS, DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR:	1 133 407	231 807	113 070		1 252 144
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	1 084 265	216 992	99 020		1 202 237
Titres de placement					
Titres de participation et emplois assimilés					
Immobilisations en crédit-bail et en location	49 142	14 815	14 050		49 907
Autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	93 719	2 614	11 654		84 679
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux					
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges*	93 719	2 614	11 654		84 679
Provisions réglementées					
TOTAL GÉNÉRAL	1 227 126	234 421	124 723		1 336 824

DETTES SUBORDONNÉES (En milliers)

NATURE	Montant au 30/06/2026	Modalités de rémunérations	Modalités de remboursement	Montant au 31/12/2025
Entreprises liées	250 000	Taux nominal : 4,25%	la durée sur dix (5) ans avec mode d'amortissement infine	250 000
		Taux nominal : 5,30%	la durée sur dix (5) ans avec mode d'amortissement infine	
Entreprises apparentées	250 453	Taux nominal : 5,02%		262 205

CAPITAUX PROPRES (En milliers)

	Encours 31/12/2025	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2026
Écarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	481 890	3 157		485 047
Réserve légale	21 045	3 157		24 202
Autres réserves	22 394			22 394
Primes d'émission, de fusion et d'apport	438 451			438 451
Capital	242 018			242 018
Capital appelé	242 018			242 018
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Dividendes		129 044		
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	423 152	52 808		475 960
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice	185 009	-185 009	147 637	147 637
TOTAL	1 332 068		147 637	1 350 662

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE (En milliers)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés						
Créances sur la clientèle			59 219	6 358 136	3 800 496	10 217 851
Titres de créance						
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé			1 423	7 771 193	7 932 701	15 705 317
TOTAL			60 642	14 129 329	11 733 197	25 923 168
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	654 401	327 201	130 880	6 372 408	3 893 843	11 378 732
Dettes envers la clientèle						
Titres de créance émis	81 159		600 236	5 049 763		5 731 158
Emprunts subordonnés				500 453		500 453
TOTAL	735 560	327 201	731 117	11 922 623	3 893 843	17 610 343

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS		
NATURE (En milliers)	Montant au 30/06/2026	Montant au 31/12/2025
Crédit TVA	74 300	54 782
TVA demandée en remboursement	225 176	208 556
TVA récupérable	685 143	480 434
Crédit IS	55 079	78 905
Autres débiteurs	542 878	529 060
Comptes de régularisation - Actif	577 963	384 174
Charges à Répartir	8 375	7 643
TOTAL	2 168 914	1 743 555

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS		
NATURE (En milliers)	Montant au 30/06/2026	Montant au 31/12/2025
Fournisseurs et Assimilés	289 106	28 927
Personnel	13 652	11 305
Organismes sociaux	24 576	9 124
Etat, impôts et taxes	319 482	321 688
Compte courant d'associés		
Créditeurs divers	328 563	122 039
Autres Comptes de régularisation - Passif	1 777 671	1 665 875
TOTAL	2 753 051	2 158 959

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE		
NATURE (En milliers)	30/06/2026	31/12/2025
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	322	604
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	322	604
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	213 460	209 044
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	213 301	208 885
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits	159	159
Autres garanties reçues		

ENGAGEMENTS SUR TITRES		
NATURE (En milliers)	Montant au 30/06/2026	Montant au 31/12/2025
Engagements donnés	504 136	503 891
Engagements reçus		

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE (En milliers)			
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles		Crédits à la consommation affectés	3 154 195
		Crédits à la consommation Non affectés	1 983 339
		Immobilisations données en crédit-bail et en location	9 571 709
TOTAL			14 709 243
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	499 725	Valeurs données en pension	499 725
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	499 725		499 725

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ		
NATURE (En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
Titres de transactions		
Titres de participation	74 804	57 867
Participations des entreprises liées		

MARGE D'INTÉRÊTS		
NATURE (En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
1- Intérêts et produits assimilés	479 599	411 479
-Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédits		
-Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	479 599	411 479
-Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		
-Produits sur titres de propriété		
2- Intérêts et charges assimilées	337 697	259 071
-Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédits	233 789	157 421
-Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		
-Intérêts et charges assimilées sur titres (BSF)	103 909	101 650
MARGES D'INTÉRÊT (1-2)	141 902	152 408

DÉTAIL DES COMMISSIONS		
NATURE (En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
* Commissions sur opérations avec les établissements de crédit		
* Commissions sur opérations avec la clientèle	84 708	68 833
* Commissions sur opérations de change		
* Commissions relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
* Commissions sur produits dérivés		
* Commissions sur titres en gestion ou en dépôt		
* Commissions sur moyens de paiement		
* Commissions sur activité de conseil et d'assistance		
* Commissions sur produits accessoires		
* Commissions sur autres prestations de service	2 544	2 208
TOTAL	87 252	71 041

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ		
NATURE (En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
PRODUITS		
Gains sur les titres de transaction		
Plus value de cession sur titres de placement		
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement		
Gains sur les produits dérivés		
Gains sur les opérations de change		
CHARGES	2 064	1 286
Pertes sur les titres de transaction	2 022	1 286
Moins value de cession sur titres de placement		
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement		
Pertes sur les produits dérivés		
Pertes sur les opérations de change	42	
RÉSULTAT	-2 064	-1 286

VENTILATION DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION		
NATURE (En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	278 811	240 850
CHARGES DE PERSONNEL	89 568	72 156
IMPÔTS ET TAXES	1 110	1 139
CHARGES EXTERNES	176 833	158 487
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	1 996	1 641
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	9 304	7 428

VENTILATION DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES		
NATURE (En milliers)	30/06/2026	30/06/2025
Produits d'exploitation non bancaires	620	655
Reprises de provisions sur Créances En Souffrance	119 782	96 687
Reprises de provisions sur Créances Irrécouvrables (Dossiers Radiés)	1 375	1 450
Produits non courants	8	12
Total Autres Produits	121 784	98 804
Autres charges bancaires	21 832	24 485
Charges d'exploitation non bancaires		1
Dotations aux provisions sur Créances En Souffrance	238 519	206 431
Pertes sur Créances Irrécouvrables(Dossiers Radiés)	171	217
Charges non courantes	7 789	4 886
Total Autres charges	268 311	236 020

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 30 JUIN 2026	
INTITULÉS (En milliers)	MONTANTS
I - RÉSULTAT BRUT COMPTABLE	199 446
. Bénéfice net	199 446
. Perte nette	
II - RÉINTEGRATION FISCALES	16 534
1- Courantes	8 745
- Cotisation Minimale	
- Dons	3 229
- Dotations Appt Royal Golf	
- Cadeaux	2 728
- Voiture de fonction	
- Provisions non déductibles	2 614
- Pertes non déductibles	171
- CSS société	
- Pénalités et dédits	3
2- Non courantes	7 789
- Charges non courantes	7 789
- Charges sur Exercices Antérieurs	0
III - DÉDUCTIONS FISCALES	86 458
1- Courantes	74 804
- Dividendes SOFASSUR	74 804
- FNP Droit d'enregistrement CNTRL Fiscale	
2- Non courantes	11 654
- Reprise provision pour risque et charge	11 654
- Reprise provision pour CES	
- Restitution Fiscale	
TOTAL	129 522
IV - RÉSULTAT BRUT FISCAL	
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	129 522
. Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)	
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)	
. Exercice n-4	
. Exercice n-3	
. Exercice n-2	
. Exercice n-1	
VI - RÉSULTAT NET FISCAL	
. Bénéfice net fiscal (A - C)	129 522
OU	
. Déficit net fiscal (B)	
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS	
VIII - CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER	
. Exercice n-4	
. Exercice n-3	
. Exercice n-2	
. Exercice n-1	

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 30 JUIN 2026	
I.DÉTERMINATION DU RÉSULTAT	MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	207 227
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	8 745
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	74 804
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	141 168
. Impôt théorique sur résultat courant (*) (-)	51 809
. Résultat courant après impôts (=)	155 418
(*) (Hors Imputation des déficits reportables)	
II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES	
NÉANT	

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE AU 30 JUIN 2026				
NATURE (En milliers)	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	212 608	594 417	546 528	260 497
B. TVA à récupérer	480 434	917 958	713 250	685 143
. Sur charges	17 222	64 188	56 165	25 245
. Sur immobilisations	463 212	853 770	657 085	659 897
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	263 339	172 276	136 139	299 476
Solde déclaration TVA physique				

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 30 JUIN 2026				
Montant du capital : 242.017.500,00 DHS				
Montant du capital social souscrit et non appelé : 0,00 DHS				
Valeur nominale des titres : 100,00 DHS				
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenant %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
CIH	Avenue Hassan 2 - CASABLANCA	1 395 543	1 605 151	66,32%
Barid Al Maghrib	RABAT	706 197	812 264	33,56%
Flottant		2 760	2 760	0,11%
Total		2 104 500	2 420 175	100%

EFFECTIFS AU 30 JUIN 2026 (en nombre)		
EFFECTIFS	30/06/2026	31/12/2025
Effectifs rémunérés	495	490
Effectifs utilisés	495	490
Effectifs équivalent plein temps	495	490
Cadres (équivalent plein temps)	210	208
Employés (équivalent plein temps)	285	282
dont effectifs employés à l'étranger		

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE			
(En milliers)	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
		Réserve légale	3 157
Report à nouveau		Dividendes	129 044
Résultats nets en instance d'affectation		Autres réserves	
Résultat net de l'exercice	185 009	Primes d'émission,de fusion et d'apport	
Prélèvements sur les bénéfices		Report a nouveau	52 808
Autres prélèvements			
TOTAL A	185 009	TOTAL B	185 009

RESULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 30 JUIN 2026			
(En milliers)	Exercice 2026	Exercice 2025	Exercice 2024
CAPITAUX PROPRES			
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	593 913	1 004 105	793 103
2- Résultat avant impôts	199 446	287 977	235 277
3- Impôts sur les résultats	51 809	102 968	74 927
4- Bénéfices distribués pendant l'exercice	129 044	105 835	99 985
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)			
RÉSULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	61	88	76
Bénéfice distribué par action ou part sociale			
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	65 518	111 614	101 438
Hors CS			
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	493	473	438

RÉSEAU AU 30 JUIN 2026 (EN NOMBRE)		
RÉSEAU	30/06/2026	31/12/2025
Guichets permanents (Agence du siège+Agence Rabat - Hors Réseau Externe)	19	17
Guichets périodiques (Réseau Externe composé de correspondants actifs (Apporteurs d'affaires))	71	62
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		
Concessionnaires Connectés		
Réseau bancaire (Agence Poste Maroc)		

ÉTATS NÉANTS	
Code État	APPELATION
A2	ÉTAT DES DÉROGATIONS
A3	ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES
B7	CRÉANCES SUBORDONNÉES
B15	SUBVENTIONS, FONS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE
B20	OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVÉS
B23	CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BÉNÉFICIAIRE
B24	VENTILATION DE L'ACTIF, DU PASSIF, ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGÈRE
C4	DATATION ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS
C7	TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU DÉPÔTS
C9	COMPTES DE LA CLIENTÈLE
B31	VENTILATION DES RÉSULTATS PAR MÉTIER OU PÔLE D'ACTIVITÉ ET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE
D8	ACTIFS À RISQUE, RESTRUCTURES, IMPRODUCTIFS ET EN SOUFFRANCE

Deloitte. Deloitte Audit Bd Sidi Mohammed Benabdellah Séjour C- Tour Ince 3- 3ème étage La Marina - Casablanca.	Coopers Audit Coopers Audit Maroc S.A 83, Avenue Hassan II Casablanca - Maroc
SOCIETE DE FINANCEMENT D'ACHATS A CREDIT - SOFAC S.A -	
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2026	
En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la société SOFAC S.A comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection d'états de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC), relatifs à la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2026. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 1 851 115, dont un bénéfice net de KMAD 147 637, relève de la responsabilité des organes de gestion de la société SOFAC S.A.	
Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de l'établissement et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.	
Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société SOFAC S.A arrêtés au 30 juin 2026, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.	
Casablanca, le 28 septembre 2026	
Les Commissaires aux Comptes	
Deloitte Audit  Hicham BELEMQADEM Associé	Coopers Audit Maroc S.A  ABDELLAH LAGHCHAOUI Associé